

## HABILITATION ELECTRIQUE

### *Le Pourquoi de la formation*



Pourquoi sommes-nous ici ?



# HABILITATION ELECTRIQUE – Le Pourquoi de la formation





## Flashs électriques



## Accidents du travail d'origine électrique



## Accidents du travail d'origine électrique



## Les obligations de l'employeur

Le chef d'établissement prend les mesures nécessaires pour *assurer la sécurité et protéger la santé des travailleurs de l'établissement, y compris les travailleurs temporaires* (Art. L4121-1 du Code du travail)

Ces mesures comprennent les actions de prévention, d'information et de formation





## Le code du Travail

Art. R. 4544-1 O. - L'habilitation, délivrée par l'employeur, spécifie la nature des opérations qu'il est autorisé à effectuer.

*Avant de délivrer l'habilitation, l'employeur s'assure que le travailleur a reçu la formation théorique et pratique qui lui confère la connaissance des risques liés à l'électricité et des mesures à prendre pour intervenir en sécurité lors de l'exécution des opérations qui lui sont confiées.*

L'employeur délivre, maintient ou renouvelle l'habilitation selon les modalités contenues dans la norme mentionnée (NF C 18-510) à l'article R. 4544-3 en application de l'arrêté du 26 avril 2012.





## Les obligations du salarié

- Il incombe à *chaque travailleur de prendre soin*, en fonction de sa formation et selon ses possibilités, *de sa santé et de sa sécurité ainsi que de celle des autres personnes concernées par ses actes ou ses omissions au travail* (Art. L4122-1 du Code du travail)
- Les dispositions de l'article ci-dessus n'affectent pas le principe de la responsabilité de l'employeur (Art. L4122-1 du Code du travail)



## Les responsabilités

Tout le monde peut être concerné par la responsabilité en cas d'accident :

- Le chef d'entreprise
- Le personnel d'encadrement ou de la hiérarchie
- Les techniciens, les opérateurs .....



# HABILITATION ELECTRIQUE – Le Pourquoi de la formation

## Les conséquences



**Financières**



**Economiques**



**Juridiques  
Disciplinaires**



**Sociales**



**Morales**

## Les conséquences

**Etre responsable, c'est supporter la responsabilité de ces actes**

**Droit du travail**

**Employeur**

**Avertissement  
Licenciement**



**Droit civil**

**Tribunal**

**Dommmages intérêts**



**Droit pénal**

**Tribunal**

**Amende, prison**





## Les types de délits – Code pénal mars 94

**La maladresse** : C'est un défaut de savoir-faire dans la conduite d'actions.

**L'imprudence** : Elle résulte d'une action où celui qui agit ne se préoccupe pas du danger ou des conséquences de ses actions sur les autres.

**L'inattention** : C'est un acte de distraction ou d'étourderie.

**La négligence** : C'est une faute résultant d'un manque de surveillance attentive et soutenue.

**Le manquement** : C'est l'action de manquer à une loi, à un règlement. C'est le fait de ne pas appliquer les différentes obligations imposées par la législation du travail.

**Le manquement délibéré** : C'est un acte conscient pris en toute connaissance de cause.



## Les peines

Accident avec ITT < 3 mois

**1 500 € d'amende**



Accident avec ITT > 3 mois

**30 000 € d'amende**



**2 ans de prison**



ITT = Incapacité Totale de Travail

Mise en Danger	Accident mortel	Accident mortel avec manquement délibéré
<b>15 000 € d'amende</b> <b>1 an de prison</b>	<b>45 000 € d'amende</b> <b>3 ans de prison</b>	<b>75 000 € d'amende</b> <b>5 ans de prison</b>

## Le coût des accidents

### Coûts directs



- Prise en charge de la victime
- Indemnités journalières, rente ...

Payés par  
l'entreprise  
sous forme  
de cotisations sociales



Le montant des rentes pour incapacité permanente peut être réduit si le salarié n'a pas respecté les règles de sécurité

### Coûts indirects

Remplacement du salarié accidenté,  
matériel détérioré, arrêt de production,  
perte de productivité,  
sanctions pécuniaires,  
retard de livraison,  
insatisfaction client...

Estimés  
à 3 fois  
les coûts  
directs

